

FC548

IG

B 635

La population totale du Canada est d'un peu plus de 5 millions ; lors de la cession en 1763, les colons français n'étaient que 60,000 ; ils sont aujourd'hui 1,500,000 ; la population française actuelle provient presque uniquement de l'excédent des naissances sur les décès, ce qui prouve combien les familles y sont nombreuses. Les statistiques ont démontré que les Français du Canada ont jusqu'en 1860, doublé en nombre tous les 28 ans ; c'est un fait presque sans exemple ailleurs et si cette progression s'était maintenue, si une partie de la population française n'avait pas émigré aux Etats-Unis, le nombre des personnes parlant le français serait maintenant en Canada de plus de 3 millions.

L'émigration des Canadiens-Français aux Etats-Unis est due à leur pauvreté et à la mauvaise administration du pays. Les hommes publics du Canada, surtout ceux de la province de Québec, auraient pu, s'ils l'avaient voulu, arrêter cette émigration en avançant aux colons pauvres les moyens de s'établir sur des terres ou en leur fournissant du travail en hiver, après avoir réformé les lois défectueuses qui nuisent à la colonisation ; malheureusement toute leur attention, toute leur protection s'est portée sur l'industrie et le commerce, les villes ont été favorisées au détriment des campagnes, l'équilibre a été rompu et la métropole du Canada, Montréal, renferme à elle seule le quart de la population totale française de la province de Québec ; si les campagnes de France s'étaient dépeuplées dans la même proportion, Paris aurait 9 millions d'habitants.

A l'exception de M. Honoré Mercier, aucun chef politique canadien ne s'est jusqu'ici occupé sérieusement de l'avenir de la nationalité française en Amérique et n'a fait de la colonisation du pays le principal article du programme de son gouvernement.

Quelques patriotes, entre autres un député canadien, M. L. O. David, ont depuis longtemps jeté le cri d'alarme, signalé le danger que court la race française en Canada, par suite de l'émigration aux Etats-Unis, demandé des réformes, proposé des plans de colonisation et d'aide aux colons qui avaient pour but de sauver la race française en Amérique de la débâcle qui la menace, personne ne les a écoutés. Un prêtre rempli de cœur et de dévouement, le curé Labelle, qui est allé en France où il a laissé de si bons souvenirs et qui appelait les Etats-Unis le cimetière de la nationalité française en Amérique, a essayé de combattre l'exode de ses compatriotes ; sa vie a été employée à cette tâche, à essayer d'arrêter le dépeuplement des campagnes en favorisant la colonisation du pays et y attirant l'immigration française et belge pour y renforcer l'élément canadien-français ; malheureusement il est mort en 1891, le gouvernement de M. Honoré Mercier dont il faisait partie est tombé et les vastes projets qu'il avait en vue pour assurer l'avenir de notre nationalité en Canada sont restés sans exécution et n'ont pas été repris par ses successeurs. Ceux qui ont voulu les continuer ne trouvant plus personne pour les aider se sont découragés et ont dû cesser de s'en occuper.

En 1867 le Canada s'est formé en Confédération et a pris le nom de "*Puissance du Canada*, avec Ottawa comme capitale. Il comprend 7 provinces qui, à l'exception de la Province de Québec, sont presque entièrement habitées par des colons anglais venus en Canada depuis la cession.

La plus grande partie de la population d'origine française est établie dans la Province de Québec, mais on trouve aussi des groupes français plus ou moins importants dans les provinces d'Ontario, N. Brunswick et dans l'Ouest du Canada. Les Canadiens-Français ont conservé jusqu'à ce jour la langue et la religion de leur ancienne mère patrie ; les mœurs, habitudes, usages, idées se sont un peu modifiées au contact des Anglais, mais en dehors de France, c'est le Canada qui renferme le plus d'habitants parlant français.